

Bitter-Sweet Democracy?

Pourquoi ce profond ressentiment envers la politique ?

Dans les pays occidentaux, de plus en plus de citoyens, de chercheurs et de commentateurs politiques semblent avoir le sentiment que quelque chose ne fonctionne plus dans la démocratie. Les symptômes de ce dysfonctionnement sont faciles à identifier : des votes protestataires, des abstentions électorales, des mobilisations populaires, une montée en puissance des nationalismes et des populismes, entre autres. Parlez-en aux citoyens dans la rue, et il y a de fortes chances qu'ils vous disent que les hommes et les femmes politiques ne se soucient pas de leurs préoccupations ou de leurs besoins. La Belgique ne fait pas exception. Lors des élections fédérales cette année, les partis contestataires et anti-establishment ont encore gagné du terrain, le Vlaams Belang gonfle toujours plus son score électoral, la formation d'un nouveau gouvernement fédéral s'avère de plus en plus compliquée et ces dernières années ont été marquées par des mobilisations et des manifestations en tous genres : des gilets jaunes aux manifestations agricoles contre la politique de réduction de l'azote, en passant par l'activisme contre le changement climatique, ou les manifestations contre les mesures anti-covid. Un sentiment ambiant de méfiance, de colère et de frustration envers la politique s'est peu à peu généralisé à travers la société. Pourquoi une telle amertume envers la politique ? Devons-nous nous en inquiéter ? Et surtout, devons-nous – et pouvons-nous – y remédier ?

On ne comprend pas la politique sans prendre en compte les émotions

Pendant longtemps, les analyses politiques ont prêté peu d'attention aux émotions, et certainement pas d'une manière à les concevoir comme des parts importantes de la politique. Pourtant, ignorer les émotions rend l'analyse et la prévision politique extrêmement difficiles. *Bitter-Sweet Democracy ?* montre qu'une lecture purement « rationnelle » de la politique ne suffit pas ; il faut également prendre en compte les ressentis des citoyens. Sans examiner la colère et la frustration croissantes des classes moyennes ou des populations rurales, il devient difficile d'expliquer comment Donald Trump est devenu (à nouveau) président des États-Unis, pourquoi tant de citoyens ont été séduits par le Brexit, ou pourquoi les gilets jaunes ont réuni tant de personnes, d'horizons si divers pour protester contre le gouvernement. Par ailleurs, ignorer les émotions envers la politique belge ne permet pas non plus de comprendre pourquoi, malgré la désillusion, le ressentiment et la frustration, de nombreux citoyens gardent une lueur d'espoir qu'un 'meilleur' système politique est possible ; pourquoi, malgré le sentiment d'avoir été ignorées politiquement, de nombreuses personnes décident néanmoins de s'engager politiquement, que ce soit par le vote, la manifestation ou d'autres formes d'action.

Parmi toutes ces émotions, cet ouvrage souligne que le « ressentiment », est une clé essentielle pour comprendre les attitudes des citoyens envers la politique belge actuelle. Le ressentiment est une forme particulière de colère morale, dirigée contre les injustices ou les inégalités (perçues, vécues ou imaginées), qui se développe au fil du temps (souvent, mais pas exclusivement, en parallèle à la détérioration des conditions socio-économiques). Elle s'accompagne d'autres émotions « amères », comme la trahison, la méfiance ou la frustration, mais aussi d'émotions moins douloureuses comme l'espoir. Le ressentiment est donc une émotion complexe. Reconnaître cette complexité émotionnelle permet de dépasser des explications simplistes comme « les citoyens sont en colère » ainsi que d'explorer les moteurs des diverses réactions face à la politique – de l'apathie à l'engagement en passant par les votes protestataires.

Basé sur des enquêtes et des groupes de discussion menés entre janvier 2019 et novembre 2021, *Bitter-Sweet Democracy* tente de comprendre les origines et les implications du ressentiment politique en Belgique.

Qui nourrit le ressentiment envers la politique belge, et pourquoi ?

Les enquêtes montrent que le ressentiment envers la politique est largement répandu en Belgique. Deux exemples frappants : environ un tiers des Belges estiment qu'aucun politicien ne les représente, et lorsque des personnes qui expriment une certaine forme de ressentiment ont été invitées à définir la démocratie, elles l'associent au champ sémantique de l'inégalité, de l'injustice, et du mensonge (et ce, de manière plus fréquente en 2019 qu'en 2009).

Tout le monde n'exprime pas le ressentiment de la même manière ni dans les mêmes proportions. Les émotions sont inégalement réparties à travers la société ; elles expriment des inégalités et en reproduisent d'autres. Ici, les différences entre hommes et femmes et entre la population flamande et wallonne sont relativement faibles. Cependant, l'expression du ressentiment semble culminer vers 50 ans. Les raisons ne sont pas immédiatement évidentes. Cela pourrait être lié à la détérioration des conditions socio-économiques (et l'augmentation des inégalités) ou à un sentiment de perte de privilège ou de statut dans ce groupe d'âge. Ici le ressentiment pourrait s'exprimer en réaction à certains mouvements progressistes (par ex. #MeToo) ou à des politiques plus restrictives et parfois perçues comme injustes (liées, par exemple, aux politiques menées en réponse au changement climatique).

Les groupes historiquement exclus et dominés et ceux qui ne se sentent pas représentés ou sous-représentés politiquement ressentent davantage de colère et moins d'espoir envers la politique belge. Les personnes qui vivent des difficultés socio-économiques, comme le chômage ou un faible niveau de scolarité, expriment généralement plus de ressentiment, et celui-ci est souvent lié à des frustrations très concrètes (comme le manque de services publics ou l'absence de politiciens locaux, et des difficultés socio-économiques et matérielles quotidiennes). L'accès à des informations précises, exactes et claires joue également un rôle important. Par exemple, les décalages observés entre les préférences politiques des citoyens et celles des partis ne génèrent du ressentiment que si les citoyens en sont informés. En revanche, plus les gens se sentent représentés par les partis, moins leur ressentiment est important. Finalement, le ressentiment peut également s'exprimer en réaction à l'organisation et la structure politique elle-même qui est perçue comme défailante. La lenteur et la myopie des dispositifs politiques contrastent avec les défis globaux et systémiques de notre époque, comme le changement climatique et les inégalités croissantes. Les citoyens éprouvent un décalage entre la politique et leur réalité quotidienne.

Faut-il s'inquiéter du ressentiment politique ?

Le ressentiment politique a des effets ambivalents, y compris en Belgique. Il n'y pas de 'bon' ou de 'mauvais' ressentiment en soi pour la démocratie ; il peut mener à des dérives nationalistes, des votes protestataires, à une indifférence totale envers la politique, ou encore à des mouvements progressistes qui luttent contre les injustices et les inégalités.

D'une part, ce sentiment mobilise les citoyens pour défendre leurs idées et intérêts, et exprimer une forme de conflictualité par rapport aux institutions politiques et d'autres groupes dans la société, ce qui est essentiel dans une démocratie. Et par ailleurs, les citoyens qui expriment du ressentiment sont parfois plus favorables aux réformes reposant sur des pratiques de démocratie participative ou directe, telles que les référendums ou les assemblées citoyennes, ce qui suggère que le ressentiment peut alimenter des réformes démocratiques.

D'autre part, les formes de ressentiment plus diffuses observées à travers la société peuvent nuire au bon fonctionnement démocratique, en rendant difficile l'identification des causes des frustrations et des solutions. Ces formes de ressentiment peuvent également être exploitées et instrumentalisées par des acteurs populistes offrant des solutions simplistes, et souvent au détriment de groupes les plus vulnérables dans la société.

Que faire face au ressentiment politique ?

Si le ressentiment n'est ni bon ni mauvais en soi pour la démocratie, il est néanmoins important de réfléchir aux différentes façons de limiter ses effets les plus négatifs.

Les dirigeants doivent prendre au sérieux les appels des citoyens pour des réformes démocratiques profondes, notamment en améliorant la participation citoyenne et en rendant la représentation plus interactive and inclusive, mais pas uniquement. Les expériences récentes en matière d'innovations démocratiques (par exemple les assemblées citoyennes) montrent également les limites de ces dispositifs. Les réformes et changements institutionnels à la marge ne suffiront pas; des changements structurels profonds de la société seront nécessaires pour répondre, par exemple, aux inégalités socio-économiques, qui alimentent le ressentiment. Enfin, il faut reconnaître les émotions en politique, non pas comme des faiblesses ou des pathologies, mais comme des éléments fondamentaux : des moteurs d'action et de conflictualité, et des registres d'expression citoyenne. Le développement de capacités collectives d'intelligence affective peut contribuer à rendre la démocratie plus résiliente.

“Bitter-Sweet Democracy : Analyzing citizens' resentment towards politics in Belgium” est disponible en accès libre [ici](#).